
Alger: retour sur images

Paul Balta

L'auteur, fin connaisseur de l'Algérie où il fut correspondant du journal *Le Monde* pendant plusieurs années, donne ici ses impressions sur la situation actuelle telle qu'on peut la saisir sur place au travers d'une série de rencontres approfondies avec de multiples interlocuteurs dont les principaux responsables politiques du pays.

Il serait présomptueux de ma part, après un bref séjour à Alger, de porter des jugements sur l'Algérie et la situation complexe qui la caractérise. Je peux, en revanche, livrer mes impressions et mes réflexions avec ce qu'elles ont forcément de subjectif. Avant de le faire, il convient de préciser l'arrière-plan de ce déplacement.

En août-septembre 1954, je me suis rendu d'Alexandrie à Paris en voiture et j'ai donc traversé tous les pays du nord de l'Afrique. De 1973 à 1978, j'ai vécu en Algérie comme correspondant du journal *Le Monde* et j'ai sillonné l'ensemble du Maghreb. J'y suis retourné à de nombreuses reprises en tant que responsable de la rubrique *Maghreb* puis comme directeur du Centre d'études de l'Orient contemporain à la Sorbonne Nouvelle.

Mon dernier séjour en Algérie remonte à 1991.

Dans la mesure où j'avais eu plusieurs entretiens avec les anciens présidents algériens, Ahmed Ben Bella, Houari Boumediène, Chadli Bendjedid (et avec Mohammed Boudiaf alors qu'il était encore en exil au Maroc), l'équipe de *Confluences* m'a demandé de rencontrer le président Liamine Zeroual et d'autres personnalités de sorte que la voix de l'État et du gouvernement ne soit pas absente de ce numéro.

Printemps 1998

La présidence nous a indiqué que le chef de l'Etat n'ayant accordé jusqu'ici aucune interview à la presse nationale ou internationale, il n'entendait pas déroger à cette ligne de conduite.

Toutefois, j'ai eu des entretiens d'environ deux heures chacun avec MM. Bachir Boumaaza, président du Conseil de la nation (Sénat) qui vient d'être constitué et numéro deux du régime, Ahmed Ouyahia, Premier ministre, Ben Mansour, ministre de l'Intérieur, Ahmed Attaf, ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Tafar, ministre, conseiller à la Coopération internationale à la présidence, Habib Chawki Hamraoui, ministre de la Communication et de la Culture, porte-parole du gouvernement.

J'ai également discuté avec une dizaine de confrères de diverses tendances et conversé avec des citoyens rencontrés ou abordés au gré de mes déplacements.

Bon gré mal gré, en atterrissant à l'aéroport Houari Boumediène à Dar el Beida (Maison Blanche), j'ai dans la tête les images vues à la télévision: de l'assassinat de Boudiaf, le 29 juin 1992, au détournement de l'Airbus d'Air France en décembre 1994 et aux massacres perpétrés, depuis, dans de nombreux villages. J'ai dans les oreilles des phrases d'opposants rencontrés à Paris ou ailleurs: "*Les Algériens sont tétanisés*", "*la violence spectaculaire a un rôle: empêcher le citoyen de comprendre et d'agir*", "*l'Algérie c'est la gestion par la terreur et l'état d'exception pour maintenir les privilèges des militaires*"... Je me demande *in petto*, comment vais-je retrouver Alger?

A l'extérieur de l'aéroport, je découvre les dais sous lesquels des centaines de personnes attendent parents et amis qui arrivent. Le long de la route vers la ville, je retrouve le paysage qui m'était familier et remarque au loin de nouvelles constructions. A l'approche du centre, la circulation automobile devient très dense. Beaucoup de monde dans les rues, surtout des jeunes. Je m'en étonne auprès du chauffeur de taxi. Il répond en français: "*C'est tous les jours comme ça! Ce n'est pas parce qu'il y a des attentats qu'on va s'arrêter de vivre!*" Nouveau pour moi: je ne vois pas — et je ne verrai pas dans mes autres déplacements — de femmes enveloppées du *haïk* (voile blanc traditionnel). Dans leur très grande majorité, les jeunes filles et les femmes (sauf celles d'un certain âge) ont les cheveux au vent; celles qui portent le *hijab* (foulard islamique) sont beaucoup moins nombreuses que je l'imaginai. Souvent, quand ils sont en groupe, filles et garçons discutent en gesticulant et parfois éclatent de rire, apparemment insouciantes.

Mme Anissa Boumediène, veuve de l'ancien président, à qui je fais part de ces observations, confirme: "*Vous le savez bien, les Algériens sont endurants, ils savent résister*". Un jour, je m'adresse à une inconnue assise à la table voisine avec son mari. Elle répond: "*Bien sûr, parfois nous avons peur, c'est humain... Je trouve qu'il n'y a pas assez de forces de sécurité à Alger et dans les banlieues.* (Elle confirme ainsi une impression que j'ai éprouvée). *Périodiquement, le GIA lance des oukases du genre: Les femmes*

doivent se voiler et ne pas envoyer les enfants à l'école, interdiction de payer les impôts à l'Etat impie... Comme vous voyez, nous résistons. Nous voulons leur montrer que nous voulons vivre normalement."

Un après-midi, je vais jusqu'au Club des Pins, à une vingtaine de kilomètres d'Alger et reviens par un itinéraire différent. C'est la sortie de l'école; cartable sur le dos, certains enfants font un ou deux kilomètres à pied pour rentrer à la maison. La voiture de la sécurité, automatiquement attribuée aux journalistes étrangers dès leur arrivée, nous suit à distance. Prévenant mes critiques, un ministre m'avait dit le matin même: "*Nous savons que cela vous agace tout comme vos confrères. Mais quelles seraient les réactions à l'étranger si certains d'entre vous venaient à être victimes d'un attentat?*"

Certes, mais il m'est arrivé de faire, sans escorte, des reportages autrement périlleux au Liban, en Iran, au Soudan et ailleurs.

Nous passons non loin de la forêt de Baïnem où les forces de l'ordre ont récemment pourchassé un groupe armé. Vu de France, le temps qu'elles avaient mis à en venir à bout m'avait paru singulièrement long. J'interroge le chauffeur. Celui-ci parle moins bien français que les précédents; il arbore un large sourire quand je l'invite à s'exprimer en arabe. Il répond: "*Tu connais cette forêt puisque tu as vécu ici. Tu sais qu'elle est très touffue et pas très bien entretenue. Et à proximité, il y a des habitations*". Est-ce la raison pour laquelle on n'aurait pas utilisé des bombes, voire le napalm? Le chauffeur ne sait pas. Des confrères me diront par la suite que les autorités avaient voulu "*respecter l'environnement*".

Le nombre de quotidiens algériens — près d'une vingtaine — en français et en arabe, me change des années 70-80 où on disposait principalement du *Moudjahid*, du *Chaab* et de l'hebdomadaire *Algérie-Actualité*. Je relève aussi la grande liberté de ton de certains organes qui, il est vrai, est parfois sanctionnée par des interdictions ou des procès. Suis-je arrivé en Algérie à un tournant? Le fait est que le jeudi 19 février, le Premier ministre a eu une rencontre-débat de près de cinq heures avec les responsables de la presse nationale. A en juger par les titres à la "une", les éditoriaux et ce que m'en ont dit les confrères, c'était un événement.

Un exemple parmi d'autres: *El Watan* titre: "*Contesté par le RND et rejeté par les partis, Ouyahia s'accroche*". Ce quotidien commence ainsi son article: "*Jamais chef de gouvernement n'a été aussi arrogant et méprisant vis-à-vis de la presse privée et indépendante que Ahmed Ouyahia durant ses deux mandats à la tête de l'exécutif. Mais, du coup, Ouyahia s'ouvre au dialogue avec les éditeurs de presse et leur promet même de régler le plus gros de leurs problèmes*".

Le Premier ministre qui a abordé la question sécuritaire, la crise sociale, le service national, les pressions extérieures, le FMI, la liberté de la presse s'est "*engagé à lever toutes les entraves liées à l'exercice de la profession*" (titre de *La Tribune*) et a annoncé, comme l'écrit *Le Matin*, que "*les titres de*

la presse étrangère seront bientôt autorisés à la vente en Algérie après une suspension des importations de plusieurs années". Il a également déclaré que les caricaturistes Slim et Dilem le font "rire aux larmes" et qu'il ne désespère pas de "généraliser Internet à l'Algérie". Enfin, alors que les rumeurs (qui vont toujours bon train à Alger) le donnaient partant, il a déclaré à trois reprises aux journalistes: "Je vous donne rendez-vous dans trois mois". Au cours de l'entretien qu'il nous a accordé le surlendemain, il a souligné (comme l'on fait d'ailleurs plusieurs de mes interlocuteurs) en parlant des dirigeants: "Nous faisons notre apprentissage de la démocratie". Comme preuve des évolutions en cours, il rappelle que la télévision diffuse, en direct, depuis le mois de juin, les débats de l'Assemblée nationale.

"Lorsque les débats durent sept ou huit heures, comme cela s'est produit, ce n'est pas sans poser des problèmes", me dit Ibrahim Belbahri, directeur général de la télévision. "Les programmes sont bousculés, les enfants réclament leurs dessins animés. Il faut que nous nous concertions pour trouver une solution", conclut-il, tout en soulignant l'aggiornamento en cours à l'ENTV (la télévision nationale). Dans un article plein d'humour, "La télé fait sa mue...", *El Watan* (22 février) confirme mais rappelle que "c'est la parabole qui est venue briser la monotonie" de l'«Unique» (la chaîne nationale) et l'obliger à amorcer une évolution. En témoigne la nouvelle émission *Carrefour*, fondée sur le débat contradictoire. Mais le journal note aussi que si la première émission a été un succès, la seconde (le 20 février), consacrée précisément à l'ENTV n'a pas "rempli sa mission" principalement parce qu'elle a voulu "à tout prix défendre une image que la télé n'a pas encore".

Je retrouve chez tous ceux que je rencontre — confrères, commerçants, personnel de l'hôtel, amis retrouvés, dirigeants — ce nationalisme ombrageux si caractéristique des Algériens et un mélange subtil de susceptibilité à fleur de peau qui peut virer à la brusquerie, le sens de l'hospitalité et le goût de la discussion. Ainsi, lorsque je vais acheter des cartes postales, le marchand (qui ne m'a pas vu depuis huit ans) me reconnaît et engage la conversation. J'aperçois au fond de la boutique la photocopie d'un texte scotché sur le mur. Seul le titre est lisible: "Renonçons aux clichés sur l'Algérie!" "Ah! c'est la réponse de notre ambassadeur à Paris, Mohamed Ghoualmi, à un article de Jean Daniel", me dit-il voyant mon regard curieux. "Elle a paru dans *Le Matin du 5 février*. J'aime bien ce texte, alors je l'ai affiché pour mon plaisir". Il la décolle, l'apporte et m'indique ses passages préférés.

Je lis: " (...) Un cliché tient lieu de "pensée unique" à nombre d'intellectuels, de politiques, de journalistes (...): "une dictature militaire corrompue et un extrémisme religieux barbare". (...) La terminologie politique, juridique ou économique est affectée par la curée générale. Nous ne sommes plus un peuple mais des populations. Nous ne sommes plus un Etat mais un régime. Nous n'avons pas un gouvernement mais des autorités

dites d'Alger; nous n'avons plus une armée mais une junte; nous n'avons pas des tendances politiques mais des clans; nous n'avons pas des ressources naturelles mais une rente; nous n'avons pas une nation mais des communautés (...)."

Je lui rends son texte. Il en fait une photocopie qu'il m'offre et commente: "*Vous Monsieur, quand vous étiez correspondant, vous faisiez des critiques parfois très dures mais vous respectiez notre dignité*". Je lui fais observer qu'il n'y a pratiquement plus de correspondants permanents étrangers, que les visas sont accordés parcimonieusement et pour quelques jours de sorte que les envoyés spéciaux se préoccupent d'abord d'enquêter sur les massacres et n'ont plus guère de temps pour le reste. Et puis, les dirigeants n'accordent pas souvent des interviews et ils n'expliquent guère... Il hésite et répond: "*Vous qui nous connaissez, vous savez bien que les Algériens n'aiment pas se justifier!*" Cette phrase reviendra, avec quelques variantes, dans la bouche de tous les ministres.

Ce qui me frappe sans doute le plus, c'est le contraste entre la vie qui continue et les transformations en cours, d'une part et, d'autre part, les attentats et les massacres annoncés par les journaux. *Le Matin* (23 février) révèle en surtitre: "*Le GIA a tenté de saboter le gazoduc Hassi R'Mel-Arzew*" et titre: "*L'armée se déploie partout. Elle déloge les terroristes pour installer les groupes de défense*". C'est, semble-t-il, la stratégie adoptée récemment après une période de deux ou trois ans de flottement comme l'admettent la plupart des responsables que j'ai rencontrés: "*Les forces de l'ordre faisaient des opérations coup de poing, maintenant elles vont occuper systématiquement le terrain*".

Autre élément nouveau à mes yeux: la vie associative qui n'existait guère avant la Constitution de 1989 et qui prend de l'ampleur (la télévision a montré des équipes féminines de football appartenant à des associations sportives). Selon le Premier ministre, il y a actuellement 54 000 associations (il y en avait un peu plus de 30 000 en 1993). Des confrères me signalent que 50 à 60% d'entre elles sont dans la mouvance des mosquées mais ils jugent néanmoins le phénomène positif et affirment que "*de toute façon, c'est mieux que chez les frères maghrébins*". Ils estiment aussi que les partis politiques présentent une plus grande diversité et sont plus dynamiques qu'en Tunisie et même qu'au Maroc. Question: quel est leur poids réel quand on sait que, depuis l'indépendance, l'armée détient la réalité du pouvoir? Les réponses, différentes selon les confrères algériens présents, donnent lieu à un débat animé. L'un d'eux s'exclame: "*Cela peut paraître incroyable dans le contexte actuel mais je pense que l'Algérie a des chances de devenir le pays le plus démocratique du Maghreb*". Je rétorque qu'il avait utilisé le même argument il y a dix ans. Réponse: "*C'est vrai. Depuis, il y a eu les violences et les tueries. Mais, il ne faudrait pas que les massacres occultent ce qui est en train de changer depuis trois ou quatre ans*". A verser au dossier.

Il est vrai que, dans l'ensemble, les Algériens ont tendance à considérer qu'ils sont les meilleurs et les plus forts, motif d'agacement pour leurs voisins maghrébins.

Depuis l'instauration du multipartisme, en 1989, les chefs de formations politiques étaient quasiment de droit divin: sauf rarissimes exceptions, ils n'étaient pas élus mais acclamés ou cooptés par consensus. Etait-ce très démocratique de la part de partis s'affirmant démocratiques? Les choses seraient-elles réellement en train d'évoluer? En vue de se mettre en conformité avec la nouvelle loi organique sur les partis politiques, chacun de ces derniers a tenu son congrès entre octobre 1997 et la date limite du 6 mars.

J'étais à Alger à la clôture du congrès d'Ennahda (tendance islamique) qui, selon l'expression d'un journal, a "*tourné au coup d'Etat*" puisque son chef, "*le tout-puissant Abdallah Djaballah*" a été contesté par une partie de la base conduite par Lahbib Adami qui lui reprochait de pratiquer "*le népotisme, le pouvoir personnel, le régionalisme et une mauvaise gestion des finances*". Il devra se contenter d'une présidence plutôt honorifique et compter désormais avec le secrétaire général. On a noté aussi des ajustements et des remises en ordre dans les autres formations tandis que la presse, notamment *El Watan* (23 février), pose la question du financement des partis et critique "*l'opacité prolongée*" qui règne dans ce domaine.

Autre débat important et même fondamental, celui du code de la famille. Des extraits de l'avant-projet publié récemment par un journal ont aussitôt donné lieu à des prises de position diamétralement opposées. Un député d'Ennahda a affirmé: "*Le problème du code de la famille ne mérite même pas d'être posé car l'islam garantit tous les droits de la femme*". Huit associations de femmes ont aussitôt publié une déclaration soulignant que "*le nouveau code ne diffère en rien de l'ancien qui fait des femmes des mineures à vie*", et de proclamer qu'elles sont décidées à continuer le combat jusqu'à "*l'abrogation complète de ce code*". Réaction d'Ennahda: "*Qui sont-elles pour s'opposer à la loi divine?*" Voilà au moins un domaine dans lequel les Tunisiennes ont un indéniable avantage depuis la promulgation par Bourguiba du Code de statut personnel, le 13 août 1956.

Autre secteur fondamental pour l'avenir: l'éducation. Un rapport de la Ligue arabe note: "*Les programmes d'éducation ne correspondent ni au développement des sociétés arabes ni à leurs besoins. Ils ne conduisent pas à la formation de l'esprit critique, scientifique et démocratique*". Une brève dans un journal annonce que l'UNESCO a reçu une copie de l'avant-projet de réforme de l'école algérienne et suit de près la question. Au cours d'une conversation, un ancien ministre fait référence à l'excellente réforme réalisée en Tunisie, entre 1989 et 1994, par Mohamed Charfi, alors ministre de l'Education et ancien président de la Ligue tunisienne des droits de l'homme. En effet, 250 manuels ont été révisés dans un esprit de modernité. Je lui rappelle qu'entre 1973 et 1978, j'avais publié six articles (qui avaient

fait grincer des dents) pour expliquer que l'Algérie avait le droit absolu d'arabiser mais que la façon dont elle le faisait (recours à des enseignants égyptiens et orientaux monolingues et souvent Frères musulmans, absence d'articulation entre dialectal et l'arabe classique entraînant des incompréhensions entre enfants et parents, mauvaise traduction arabe de manuels scientifiques européens, etc.) risquait, à moyen terme, d'avoir des conséquences négatives. En tout cas, cela a contribué à faire le lit de l'islamisme. Néanmoins, M. Abdelkader Tafar, ministre conseiller à la Présidence chargé de la Coopération internationale, fait confiance au Conseil national de l'éducation, créé par le présent Zeroual pour réfléchir à cette réforme. Pourra-t-elle être réalisée en profondeur dans la mesure où l'économie et la politique sont dominées par des bilingues plutôt francophones tandis que l'éducation et la justice le sont par les arabophones et les islamistes modérés?

Autres questions: les problèmes de corruption et de gestion de l'économie. Les réponses des dirigeants convergent: *"En 1994, l'Algérie risquait de se trouver en cessation de paiement. Aujourd'hui, les réserves de change approchent des 10 milliards de dollars et l'inflation a été ramenée de 30% il y a trois ans à 6% actuellement. Pour la troisième année consécutive la croissance est positive. C'est tout à la fois la lutte contre la corruption et le gaspillage ajoutée à l'assainissement commercial qui a permis ce redressement malgré le contexte sécuritaire violent"*. Les statistiques économiques sont indéniables mais la situation sociale reste précaire.

Après ces retrouvailles — pour moi très émouvantes — de quelques jours, que conclure? J'ai le sentiment que l'Algérie demeure au Maghreb, comme il y a un quart de siècle, le pays des extrêmes. C'est chez elle que le poids de l'armée demeure le plus lourd et que, face à un islam traditionnel rigoureux mais tolérant, s'affirme l'islam (mais peut-on encore parler d'islam dans le cas des GIA?) le plus violent. C'est ici aussi que la presse, malgré des entraves, est devenue la plus diverse et la plus libre et que, après un quart de siècle de parti unique, le multipartisme, avec ses opposants de l'intérieur et de l'extérieur, est devenu une réalité vivante. C'est ici aussi que le code de la famille me semble — par rapport au reste du Maghreb — le moins ouvert à l'esprit de l'*ijtihad* alors que les femmes jouent, souvent en silence, un rôle majeur pour moderniser la société. Enfin, j'ai l'impression qu'il ne faudrait pas minimiser l'effort de démocratisation de l'Etat et le rôle de la société civile.

Paul Balta est journaliste et écrivain.

Printemps 1998